

Communiqué de presse

Paris, le 18 mai 2020

Courrier de la Ministre de l'ESR : SUD éducation dénonce une lettre insultante

La Ministre Frédérique Vidal a adressé mercredi 13 mai un courrier aux « membres de la communauté de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ». En guise de remerciement à l'attention de ces derniers, la Ministre réaffirme sa volonté de mener à terme son projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) pourtant largement rejeté. SUD éducation dénonce une lettre qui mêle insulte et provocation.

Ce courrier est insultant lorsque la Ministre loue l'« engagement », l'« énergie », l'« ambition », les « efforts », la « solidarité » et la « créativité » des agent-e-s du service public d'enseignement supérieur et de recherche (ESR). Celles-ci et ceux-ci n'ont aucunement besoin qu'un Ministère ordinairement maltraitant et méprisant leur attribue des bons points ou leur délivre une appréciation teintée de macronisme et de paternalisme. **Les remerciements de la Ministre et le renouvellement de sa « confiance » résonnent comme autant d'insultes, lorsque ce qui est demandé par toutes les catégories de personnel et par leurs organisations, c'est qu'on réponde à leurs revendications** : une campagne massive de recrutement de personnels titulaires pour résorber la précarité ; une augmentation du financement structurel permettant de mener des actions de recherche et de formation de manière sereine et efficace ; des conditions matérielles permettant aux établissements d'accomplir leurs missions et aux étudiant-e-s de poursuivre leur formation dans de bonnes conditions.

C'est pourtant là que la Ministre redouble d'insulte à l'égard du service public d'ESR, en affirmant que la reconnaissance du Ministère à l'égard des agent-e-s va se manifester sous la forme du projet de LPPR. Depuis l'automne, cette communauté à laquelle la Ministre s'adresse s'est massivement élevée contre les grandes orientations du projet gouvernemental esquissées à travers les rapports des trois groupes de travail LPPR : accroissement de la précarité, mise en concurrence accrue des personnels, formations,

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



équipes et établissements, soumission de la recherche aux exigences du pouvoir politique et du patronat. **Affirmer que la LPPR va constituer la matrice de l'action du Ministère pour les 10 prochaines années est donc une provocation à l'égard des milliers d'agent-e-s précaires et titulaires qui se sont mobilisé-e-s pendant plusieurs mois**, se sont réuni-e-s en assemblées générales et en coordinations, ont voté des motions, ont retenu des notes et refusé de tenir des jurys, ont tenu des grèves longues et ont mis l'enseignement supérieur et la recherche à l'arrêt à partir du 5 mars.

Présenter cette même LPPR comme « l'un des plus importants mouvements de revalorisation salariale que notre système d'enseignement supérieur et de recherche a connu » est un leurre, lorsque la rémunération des agent-e-s du service public d'ESR s'est effondrée au cours des deux dernières décennies et lorsque le rapport du groupe de travail sur l'« Attractivité des emplois et des carrières scientifiques » préconise une revalorisation exclusivement par le biais de primes renforçant les inégalités entre les agent-e-s. **SUD éducation revendique au contraire une augmentation générale des salaires et la réduction des écarts de rémunération.**

Peut-être la Ministre espère-t-elle tirer profit, pour faire passer son projet, de la fatigue physique et psychique liée à l'épidémie et au confinement, de la surcharge de travail provoquée par les évaluations à distance et du carcan imposé par le maintien du calendrier d'évaluation des formations et des établissements et de mise en place du BUT.

SUD éducation appelle les agent-e-s du service public d'ESR à réaffirmer leur opposition aux logiques de précarisation accrue, de mise en concurrence généralisée et mise au pas de la recherche avancées par les rapports des groupes de travail LPPR, et à faire obstacle à toute tentative du Ministère de passer en force sur ces dossiers.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

